



54ème colloque
ASRDLF

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference
ERSA-GR



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

Territoires et politiques publiques de lutte contre la vulnérabilité énergétique transport et logement

Mr Jean-pierre NICOLAS

Laboratoire Aménagement Economie Transports Chercheur CNRS
3 rue Maurice Audin 69518 Vaulx-en-Velin France
jeanpierre.nicolas@entpe.fr

Mme Marie-clotilde MEILLERAND

LAET chercheure
ENTPE, 3 rue Maurice Audin 69518 Vaulx-en-Velin Cedex Rhône France
marieclotilde.meillerand@entpe.fr

Référence à la session / reference to the session

S15, ou C1 ou B3

Résumé / Summary

La hausse des coûts de l'énergie des années 2000 a révélé la vulnérabilité énergétique de certains ménages, liée à leur dépendance à l'automobile pour certains, à de mauvaises performances thermiques de leur logement pour d'autres, voire les deux à la fois. Ces situations ont conduit les acteurs territoriaux à se préoccuper des conséquences sociales de la transition énergétique et à de plus en plus prendre en compte simultanément les coûts de la mobilité quotidienne et du logement, souvent repris en France sous le vocable de « coût résidentiel » (Maresca, 2013). Dans le même temps, de nombreux travaux tant de recherche qu'à visée opérationnelle ont été réalisés pour définir, mesurer et comprendre les mécanismes de fragilisation économique de certains ménages face à ces évolutions des coûts de l'énergie (Dodson et Sipe, 2007 ; CNT, 2012).

Les questionnements se sont rapidement traduits par un travail de repérage cartographique important portant sur la mobilité quotidienne, l'habitat et son chauffage, ou les deux à la fois. En France, les méthodologies développées au départ par les Agences Régionales de l'Energie et de l'Environnement (Alterre Bourgogne, 2007 ; AREC Poitou-Charentes : Giraud, De Pins Loze, 2012), puis développées par les Agences d'Urbanisme (Maximin et Rosales-Montano, 2010), ont été progressivement reprises par les services de l'Etat aux niveaux national et local, par des Centres techniques de l'Etat (CERTU/CETE, 2011 ; CETE de Lyon / Misseri, 2013 ; Caubel, 2014) ou les instituts de statistiques publiques (par exemple INSEE Rhône-Alpes, 2011). L'ensemble de ces travaux se sont complétés d'une prise de recul et d'un croisement des problématiques transport et logement dans des réflexions comme celles de Lille Bas Carbone (Aubrée et al., 2011), du projet ANR Trans-Energy (Lejoux et Ortar, 2014), ou les échanges organisés par le CERTU /

CEREMA DTec Territoire et Villes sur ce thème. Enfin, l'ONPE a également travaillé à l'élaboration d'indicateurs territoriaux de la précarité énergétique (ONPE, 2014).

Cependant, si ces analyses font ressortir un certain nombre de constats permettant de mieux identifier les ménages et territoires vulnérables, ou de mieux cerner les processus de précarisation, elles se sont peu interrogées sur les actions publiques possibles et surtout sur les conditions de leurs mises en œuvre dans un cadre a priori transversal et multisectoriel impliquant tant les acteurs de l'habitat et du logement, que ceux des transports, de l'énergie et du social.

Comment, concrètement, les acteurs impliqués se sont-ils appropriés cette question sur le terrain ? Comment interagissent-ils entre eux (ou non) entre secteurs et entre échelons territoriaux ? Ce sont ces questions qui fournissent le cadre de réflexion du travail que nous proposons de présenter.

Les enjeux liés aux risques de précarité énergétique, les cadres de l'action publique et les acteurs en présence peuvent être extrêmement différents selon les territoires. Trois terrains rhônalpins ont dès lors été choisis pour mener une investigation approfondie à partir d'entretiens auprès des acteurs impliqués :

- Un territoire urbain défavorisé, où les problématiques de logement peuvent apparaître dominantes, mais où celles des transports peuvent également être limitantes pour l'insertion économique et sociale d'une partie de la population. La ville de Saint Fons a été retenue et a servi de support principal aux travaux et échanges réalisés durant l'année 2015.

- Un territoire périurbain où le cumul des difficultés liées à la mobilité quotidienne et au logement est clairement identifié. Le Rovaltain, dans le périurbain de Valence, est bien représentatif de ce contexte et a été choisi du fait d'une implication déjà ancienne des acteurs de ce territoire sur ce thème.

- Un territoire à énergie positive, pour s'interroger avec des acteurs fortement engagés dans une politique de transition énergétique sur les problématiques sociales qu'ils rencontrent et les moyens pour les dépasser. Le Trièves s'est engagé dans cette démarche avec des problématiques spécifiques de précarités énergétiques liées à un climat d'altitude renforçant les enjeux de chauffage de l'habitat ainsi qu'à d'importants déplacements pendulaires en direction de Grenoble, 50 kilomètres plus au nord.

Nous présenterons ici une caractérisation de ces trois territoires à partir d'une première série d'entretiens. Ceci fournira matière à l'analyse des enjeux, freins et possibilités de politiques publiques transversales portant sur une thématique bien identifiée, liées aux risques de précarité énergétique, et abordée sous l'angle de trois terrains bien différenciés. Il s'agira ainsi de porter à la discussion la gouvernance possible autour des questions de précarité et vulnérabilité énergétique, en tentant de repérer les difficultés d'une approche transversale nécessaire, mais complexe à mettre en place sur le plan opérationnel sur des territoires aux caractéristiques différentes. Il s'agira aussi de revenir sur la conjugaison éventuelle ou non d'une action publique mêlant vulnérabilité et précarité énergétique en portant une attention particulière aux rôles des acteurs, leurs contraintes institutionnelles et/ou territoriales pour rendre concrètes des mesures intégrant ce double enjeu.

Bibliographie / Bibliography

Alterre Bourgogne, 2007, Cartographies de la vulnérabilité énergétique des ménages bourguignons, Rapport technique, 61 p.

Aubrée L., Bonduelle A., Métivier S., 2011, Lille Bas Carbone. Rapport final. MEEDDM-ADEME. Programme « Repenser les villes dans une société post-carbone ». 104 p.

CNT, 2012, Housing+Transportation Affordability Index Methods. Center for Neighborhood Technology.

Caubel D., 2014, « Vulnérabilité des ménages au coût de l'énergie au sein de la Région urbaine Lyonnaise ». Journée COTITA - Transports durables en territoires ruraux : quelles bonnes pratiques ? 17 avril 2014

Dodson J., Sipe N., 2007, Oil Vulnerability in the Australian City: Assessing Socioeconomic Risks from Higher Urban Fuel Prices. Urban Studies, 44(1), pp. 37-62.

Giraud A., De Pins-Loze E., 2012, « La précarité énergétique dans les logements de Poitou-Charentes : 15 % des ménages concernés », Insee Poitou-Charentes Décimal n°321.

INSEE Rhône-Alpes, 2011, « Grand Sud-Est : sept types de vulnérabilité des territoires en cas de contrainte aux déplacements », La Lettre Analyses, n°140.

Lejoux P., Ortar N. (Eds.), 2014, « La transition énergétique : vrais enjeux, faux départs ? » Lyon, France, 21–22 octobre, 2013, SHS Web of Conferences, Volume 9.

Maresca, B., 2013, « La précarité énergétique pose la question du coût du logement en France ». Consommation et modes de vie n° 258.

Maximin A., Rosales-Montano S., 2010, Vulnérabilités énergétiques des ménages et des territoires. Comparaison des données habitat-déplacements 1999-2006 au sein de l'aire métropolitaine de Lyon élargie. Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise.

Misseri A., Mesnard B., Rossi B., (CETE de Lyon), 2013, « Précarité énergétique en Auvergne ». Atelier sur la précarité énergétique, DREAL Auvergne, Plate-Forme de l'Observation Sanitaire et Sociale d'Auvergne (PFoss) du 6 juin 2013, Clermont-Ferrand.

ONPE (Observatoire national de la précarité énergétique), 2014, Premier rapport de l'ONPE. Définitions, indicateurs, premiers résultats et recommandations.